INEES
Institut Européen d'Économie Solidaire

NEWSLETTER N° 14

Mai 2009

Édition spéciale - Social Polis

Politique de la ville, cohésion sociale et Economie Sociale et Solidaire

Editorial A l'heure de la globalisation et de la crise financière et économique, la cohésion sociale est particulièrement mise à mal dans les agglomérations qui doivent faire face à une accélération des changements structurels tels qu'une diversité migratoire croissante, une tertiarisation et précarisation du marché du travail, des difficultés d'accès au logement dans un contexte de volatilité internationale du marché de l'immobilier, une inégale mobilité des habitants face à l'insuffisance et l'inadaptation des transports, une sensibilité accrue aux pollutions urbaines et à la dégradation du cadre de vie, l'isolement et les solidarités en ville dans un contexte de vieillissement de la population urbaine et d'augmentation des familles monoparentales, etc.

Les pays de l'Union Européenne ont développé toute une série de politique de soutien à la cohésion sociale, cependant, la reconnaissance de la capacité des habitants à agir collectivement, à participer démocratiquement à l'élaboration des politiques publiques, à créer ensemble des activités et des emplois pour améliorer leur cadre de vie urbain varie considérablement d'un pays à l'autre.

La cohésion sociale n'est pas qu'une question de redistribution de la richesse. La crise actuelle est avant tout, une crise systémique de nos modèles économiques et de nos façons de penser.

Réunis au Luxembourg du 22 au 25 Avril derniers lors des 4èmes rencontres internationales de «Globalisation de la solidarité», plus de 700 délégués de l'économie sociale et solidaire ont démontré qu'une autre économie existe: les innovations de l'économie sociale et solidaire.

Celles-ci sont productrices de cohésion sociale et attendent maintenant une juste reconnaissance en termes de politiques publiques de soutien et notamment pour la recherche scientifique pour renforcer le corpus théorique de l'ESS comme 3ème pilier économique, d'outils méthodologiques et d'indicateurs appropriés et ainsi mettre la cohésion sociale au cœur de l'agenda européen.

Eric Lavillunière
Chargé de Direction INEES

Nos axes de travail

Si on retient la définition de la cohésion sociale comme concept signifiant l'intensité du lien social, on peut considérer avec Emile Durkheim que la **cohésion sociale** est «l'état de bon fonctionnement de la société où s'exprime la solidarité entre individus et la conscience collective».

Ce concept est utilisé au niveau européen, depuis les années 1980 à propos des Fonds Structurels, et fait partie depuis 2000 des objectifs de Lisbonne pour la période 2000-2010.

Le Conseil de l'Europe s'est lui aussi doté d'une Stratégie de Cohésion Sociale et d'une Direction Générale de la Cohésion Sociale. Il a alors un sens de lien entre les peuples (pour l'Union Européenne) et de capacité à garantir le bien être de tous en évitant les disparités par la coresponsabilité des acteurs (pour le Conseil de l'Europe).

Dans le cadre du projet européen Social Polis notre groupe de travail s'est fixé comme objectif de comprendre la place et le rôle des innovations socio-économiques en France et en Europe, regroupées sous l'appellation d'économie sociale et solidaire, dans la cohésion sociale des villes. Pour ce faire notre atelier a déterminé quatre grands blocs de réflexions sous forme de questionnement

1. Quelles sont les initiatives locales et dynamiques de l'ESS les plus emblématiques en milieu urbain ? Quelles sont leurs caractéristiques et à quelles conditions sont-elles porteuses de changements ?
2. Comme 3ème pilier économique entre économie publique et économie privée, de quelle vision de la cohésion sociale est porteuse l'ESS ?
3. Quelles sont les plus-values de l'ESS et son utilité sociale pour les habitants des villes ? Comment évaluer l'impact de ces initiatives sur la cohésion sociale urbaine ?
   A travers quels indicateurs de progrès sociétal?
4. Quel rôle de l'ESS dans la co-construction des politiques publiques urbaines à même de répondre aux enjeux de cohésion sociale dans les villes ?

A travers le prisme de l'économie sociale et solidaire, il s'agit de s'interroger sur **ce qui est source de cohésion sociale** dans ces trois dimensions de solidarité entre individus, de conscience collective partagée d'appartenance à une communauté et de sentiments de bien-être.

Comité de Rédaction:

Eric Lavillunière – *Chargé de Direction INEES*
Diane Rémy – *Chargée de mission recherche-action OPE*

Nous illustrons
Bonnes pratiques: L'ESS est contributrice de cohésion sociale !

Une des stratégies de cohésion sociale développées par l'Union Européenne comme certains gouvernements nationaux et locaux a été le soutien aux initiatives locales dans les quartiers, notamment dans les zones urbaines défavorisées.

Des exemples de bonnes pratiques ne manquent pas ! Il y en a autour de nous de ces «**initiatives autres**» qu'on appelle **initiatives d'économie sociale et solidaire** qui s'attaquent à nombre de causes sous-jacentes à l'instabilité d'aujourd'hui, chômage, destruction de l'environnement… Le 4ième Forum de Globalisation de la Solidarité Lux'09 (cf. www.lux09.lu) en témoigne.

Prenons par exemple pour la France **les Régies de Quartiers** qui selon Vincent Ricolleau du Comité National de Liaison des Régies de Quartiers, (CNLRQ) ne sont pas uniquement prestataires de services urbains qui créent des emplois dans les quartiers populaires et qui répondent aux besoins et au bien-être des habitants. Le renforcement lien social et l'accès à la citoyenneté sont aussi parties intégrantes du projet d'une régie de quartier. La cohésion sociale n'est pas subsidiaire, mais bien source du développement économique d'un territoire. Elle suppose le renforcement du pouvoir d'agir des habitants sur leur quartier. La co-construction des activités socio-économiques entre élus, mais aussi habitants, services techniques est au cœur de la gouvernance multi-partie prenante d'une régie de quartier. Pour Didier Testelin (CNLRQ) les initiatives locales sont ici le vecteur d'un mode de gouvernance urbaine à même de «mettre en relation l'ensemble des acteurs sur un projet partagé de territoire»

Depuis 20 ans **Objectif Plein Emploi** (OPE) du Luxembourg, œuvre dans le développement local avec la création de près de 850 emplois dans la moitié des 116 communes du Luxembourg pour organiser et produire autrement des biens et services pour répondre à des besoins non-satisfaits par l'économie publique, ni par l'économie privée. La cohésion sociale s'exprime non seulement par l'insertion professionnelle, l'utilité sociale des services urbains proposés dans des secteurs aussi divers que la culture, l'environnement, les services à la personne ou le tourisme, mais aussi par la mobilisation d'un réseau de 400 bénévoles. Cette gouvernance territoriale qui implique usagers, élus des communes et bénévoles autour de la création d'activités est au cœur de la reconnaissance de l'économie solidaire définie comme troisième pilier économique à côté de l'économie publique et privée. La mutualisation des compétences et la mise en commun des expériences dans le but de servir la société mettent en évidence l'interdépendance et la complémentarité entre les habitants et la commune. Cette compréhension favorise le Vivre Ensemble et la Cohésion sociale

L'ancrage sur les territoires ne veut pas dire enfermement dans le localisme. Un projet ambitieux de coopération décentralisée sur **la filière coton biologique et équitable** entre entreprises textiles et groupement de consommateurs de la région Bretagne et plus de 3000 producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest met en avant comment la solidarité internationale peut renforcer la cohésion sociale entre les acteurs d'un territoire.

L'expérience brésilienne des incubateurs de l'université de Recife (Brésil) nous montre que, dans des allers-retours permanents, les acteurs des territoires construisent collectivement un véritable agenda de recherche soutenu par les pouvoirs publics pour une politique de développement de l'innovation sociale.

A travers des initiatives de commerce équitable, de finance éthiques, de services à la personne, de projets culturels, de tourisme solidaire, circuits courts producteurs/consommateurs, entreprises solidaires, entre autres expériences, l'ESS a diversifié sa présence dans de nombreux secteurs et démontre la viabilité de produire, distribuer, consommer, épargner différemment, plus équitablement, plus démocratiquement et de façon plus responsable dans son environnement social.

Ces nouvelles initiatives améliorent la vie dans les villes et cités dont la mesure où elles prennent en compte les besoins collectivement définis dans des espaces publics où les consom-acteurs participent à leurs définitions dans le cadre d'une expérimentation collective.

Autrement dit elles visent à contribuer au renforcement de la cohésion sociale au travers d'activités économiques plaçant la solidarité au sein de leur action. Elles sont donc à la fois créatrices de nouveaux liens sociaux, de nouvelles pratiques institutionnelles et de nouveaux rapports économiques et de travail.

Elles essaient toutes d'inscrire **la solidarité et l'innovation** au cœur du dispositif et refusent le status quo !

Les diverses formes d'exclusion généréepar la globalisation néolibérale ont permis à l'ESS de se développer sous de formes multiples.

MAIS… nous débattons

Nos réflexions:

Ces dernières années ont amené à la prise de conscience qu'un développement économique ne pouvait se faire au détriment de la cohésion sociale forte, condition essentielle pour la sécurité démocratique, le développement durable, mais aussi le bien-être de nos sociétés.

Lors de la rencontre organisée à Paris en janvier 2009 dans le cadre du projet européen social polis Eric Lavillunière (INEES) soulignait qu'en ces moments de crise planétaire il est temps de remettre en question tous les systèmes socio-économiques qui séparent l'économique et le social. Nous resterons en marge tant que la cohésion sociale restera subordonnée au développement économique et ne sera conçue qu'en termes de redistribution. L'économie solidaire n'est pas une économie qui coûte, elle produit de la richesse profitable au plus grand nombre. Mais nous avons besoin de réaliser des études pour vérifier cette hypothèse.

En effet, l'économie solidaire a gagné en lisibilité et visibilité, elle a progressé dans tous les continents montrant par là son évidente capacité d'organisation de communautés pour répondre aux problèmes existants dans les territoires! Cependant, la reconnaissance de la capacité des habitants à agir collectivement, à participer démocratiquement à l'élaboration des politiques publiques, à créer ensemble des activités et des emplois pour améliorer leur cadre de vie urbain varie considérablement d'un pays à l'autre. Les politiques urbaines envisagent trop souvent les initiatives des habitants comme de l'action sociale et non comme un outil de développement économique local à même de répondre à des besoins non couverts ainsi que de lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Considérer ces initiatives locales comme instruments de réparation sociale uniquement centrée sur l'insertion professionnelle individuelle des plus pauvres, c'est risquer de retomber dans une conception philanthropique de la solidarité. Ce qui, selon Jean-Louis Laville, nous renvoie bien à redéfinir une nouvelle approche de la solidarité et donc de la cohésion sociale. Luigi Martignetti (Réseau Européen des Villes de l'Economie Sociale) soutient ce propos. Il met en exergue que la cohésion sociale est une valeur sûre de consolidation de l'Union Européenne créant des valeurs communes pour entreprendre ensemble. S'appuyer sur l'économie sociale et solidaire comme productrice de valeurs (coopération, démocratie, solidarité), c'est une vision que l'on peut partager dans l'ensemble des Etats-membres de l'Union européenne au-delà de la seule dimension de production de biens et services sur les territoires.

Pour Jean-Philippe Magnen, élu à la Ville de Nantes ces initiatives solidaires permettent de comprendre le territoire autrement qu'en nombre d'emplois, de chômeurs, d'entreprises. L'objectif maintenant est de la sortir de la logique d'insertion dans laquelle on la cantonne injustement et changer d'échelle. L'ESS est une démarche qui peut pénétrer dans tous les secteurs. Les exemples de bonnes pratiques sont la preuve.

Pour Romain Biever (OPE) le défi de l'économie sociale et solidaire est d'améliorer le bien-être des habitants. Il en résulte l'obligation à repenser les modes de gouvernance dans les territoires et à développer une éducation citoyenne pour permettre à chaque individu d'être un membre à part entière de la communauté où il vit. Dans la situation de crise actuelle l'ESS permet de régénérer le débat public et surtout d'y impliquer les citoyens. Elle est un cheminement de transformation sociale vers une autre société.

Annie Berger, élue à la ville de Caen appuyait ce propos pour dire qu'il est nécessaire d'impliquer l'ensemble des élus, notamment les responsables du développement économique, dans la politique de soutien aux initiatives d'économie solidaire pour infléchir le développement des villes à partir d'une politique de cohésion sociale. Cette approche transversale du développement urbain suppose d'aller au-delà de la seule expérimentation sociale et du soutien à quelques initiatives réussies et emblématiques.

Plusieurs intervenants, de toute l'Europe, se sont interrogés sur la compatibilité entre les politiques européenne et nationale de libéralisation et de mise en concurrence croissante des services sociaux avec le maintien d'un objectif de cohésion sociale. En effet les mobilisations des syndicats et de la société civile sur les trois directives européennes sur les services, aides d'Etat et marchés publics ont ouvert plus de marges de manœuvre dans le droit européen. Mais fait est que les Etats et les collectivités locales exploitent peu ces possibilités législatives. Les gouvernements nationaux et locaux ont à l'inverse tendance à développer la mise en concurrence entre prestataires public, privé et non lucratif de services sociaux, parfois par crainte d'être requalifiés juridiquement par une jurisprudence européenne qu'ils connaissent mal, mais souvent de leur propre initiative politique. Il demeure en outre une résistance des élus à considérer que les initiatives d'habitants et plus largement les associations de quartiers peuvent définir et porter une part de l'intérêt général local.

Ce qui amène à la conclusion de Jean-Louis Laville de dire «on ne pourra garantir la cohésion sociale urbaine que dans la capacité pour nos réseaux de construire une réponse citoyenne partagée et co-financée, plutôt que dans le développement d'entreprises sociales sur le marché».

Institut Européen pour l'Economie Solidaire a.s.b.l.

1, rue du Moulin
L-3857 Schifflange (Luxembourg)
Tél.: (+352) 53 04 45 435
Fax: (+352) 53 04 45 525
Internet: www.inees.org
E-mail: info@inees.org

Nous proposons: recommandations et priorités

La cohésion sociale n'est pas tributaire de la croissance, elle est créatrice de richesses durables. Il n'y a pas de cohésion sociale, ni d'intelligence collective sans démocratie. La démocratie s'exerce au quotidien dans nos lieux de vie.

La 2ème rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité (Québec, octobre 2001) a posé comme définition que «L'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'initiatives économiques à finalité sociale qui participent à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie à travers des dizaines de milliers de projets dans les pays du Nord comme du Sud. Elle place la personne humaine au centre du développement économique et social. La solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir les relations humaines sur la base du consensus et de l'agir citoyen».

De cette définition on comprend assez bien comment l'ESS est contributrice de cohésion sociale urbaine. Elle joue au moins un triple rôle dans sa capacité à contribuer à la cohésion sociale dans les villes:

1. le renforcement de la solidarité entre individus,
2. la diffusion du sentiment de bien-être,
3. la construction d'une conscience collective et partagée d'appartenance à une communauté.

Mais au-delà de cette «évidence», on reste assez démuni pour définir en termes scientifiques les corrélations réelles entre les deux. Sans cette évaluation il est également difficile de définir des politiques publiques efficaces et d'en mesurer leurs impactsLes initiatives socio-économiques locales, que nous avons répertoriées sous le concept d'économie sociale et solidaire, sont mal et peu connues et dans le meilleur des cas le plus souvent appréhendées dans une vision réductrice de «réparation sociale». Mais il est impossible de dépasser ces observations empiriques faute de considération de l'ESS, en tant que 3ème pilier économique entre économie privée et économie publique, dans une économie plurielle, qui conjugue financements publics, privés et apports bénévoles. C'est bien à la définition d'un nouveau paradigme économique qu'il faut s'atteler.

Avec 15 % du Produit Intérieur Brut et 9 à 25% de PIB dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) Les marchés publics jouent un rôle important sur le marché. Les marchés publics qui encouragent la prise en compte des critères de développement durable constituent un levier extrêmement important (mais en encore trop peu utilisé) pour un développement à terme d'un marché de produits et de services durables.

Pour évaluer la plus-value de l'ESS nous manquons cruellement d'indicateurs appropriés En effet, les outils traditionnels de mesure de la production de richesse et d'indicateurs utiles pour la définition de politiques publiques de développement de l'ESS sont inadaptés aux spécificités de ce troisième pilier. Le progrès sociétal ne peut se mesurer que dans un contexte local pour lequel les démarches participatives sont les plus appropriées.

Enfin, c'est tout un nouveau paradigme socioéconomique qu'il nous faut considérer et réfléchir à l'élaboration concertée et partagée de nouveaux indicateurs de progrès sociétal.

Nous prônons et revendiquons **la construction et la reconnaissance d'un véritable corpus théorique scientifique de l'économie sociale et solidaire**. Cela passe par une nouvelle approche de la recherche qui associe toute les parties prenantes de l'université jusqu'aux citoyens dans un processus partagé de mobilisation d'intelligence collective.

Il nous faut pour cela :

- **Sortir d'une définition strictement monétaire de la cohésion sociale** et faire ce qu'il faut faire pour la développer (dans le prolongement des travaux d'Amartya Sen);
- **Reconnaître l'ESS comme troisième pilier économique** et élaborer un cadre législatif adapté à ce secteur permettant la création d'activités et des emplois de qualité socialement utiles, un partage solidaire et équitable des ressources entre les territoires, les populations et les générations;
- Réfléchir à une économie d'initiatives collectives inscrites dans les territoires;
- Mettre en place des politiques publiques pour soutenir des formes et logiques économiques au service des territoires et des populations;
- **changer le regard sur la richesse et sur sa mesure** par l'élaboration d'indicateurs de qualité de vie négociés et partagés;
- Compter autrement: en évaluant mieux la contribution de l'économie solidaire à la richesse nationale;
- Repenser les modes de gouvernances;
- Favoriser et promouvoir les efforts d'éducation et de formation pour faire comprendre et convaincre les autorités publiques de l'utilité d'adopter des approches innovantes dans le cadre des contrats publics;
- Enfin proposer l'intégration des critères du développement durable dans les marchés publics pour promouvoir des territoires responsables

Pour autant un soutien public ne nous dispense pas de nos responsabilités d'agir pour devenir un interlocuteur crédible dans le débat public.

En considérant que la crise peut être une opportunité qui, nous offre la chance d'agir en faveur de l'économie solidaire comme troisième pilier et de mettre en pratique certaines de nos convictions, nous nous engageons à:

- Travailler à partir du terrain et trouver des solutions locales aux problèmes posés à nos communautés, sans s'arrêter aux bruits de la globalisation;
- Faire confiance aux hommes et aux femmes pour préparer concrètement l'avenir des générations présentes et futures, sans attendre que les institutions leur imposent des solutions toutes faites à court terme;
- Utiliser le capital culturel et social dont nous disposons, non pas pour le conserver précieusement, mais pour le partager, l'enrichir et le transformer;
- D'être nous-mêmes les acteurs du changement.

Investir dans l'économie sociale et solidaire pour la cohésion sociale urbaine, c'est agir au mieux dans l'intérêt collectif!

Osons rêver! Bâtissons!